

La BAD soutient les efforts de protection du lac de Guiers

Dossier de la rédaction de H2o
October 2013

Le groupe de la Banque africaine de développement - BAD, annonce qu'elle soutiendra les efforts du Sénégal pour protéger le lac de Guiers, situé dans le nord du pays, au moyen d'un prêt et d'une subvention s'élevant en tout à 24,42 millions de dollars US, soit quelque 12,21 milliards de francs CFA.

Ce montant servira à financer le "rétablissement" du Lac de Guiers, selon un communiqué de la BAD. "Le Projet de restauration des fonctions écologiques et économiques du lac de Guiers - PREFELAC, qui a été approuvé le 4 septembre à Tunis par le conseil d'administration du groupe de la banque, vise à rétablir les conditions optimales pour le fonctionnement normal de ce plan d'eau", rapporte la même source. "Plus particulièrement, ajoute-t-elle, le projet vise à rétablir l'hydraulique du lac en améliorant sa disponibilité annuelle en eau, actuellement de 1,2 milliard de mètres cubes, pour la porter à 2,1 milliards d'ici 2017. L'opération permettra aussi la remise en eau de la réserve spécifique d'avifaune de Ndiel."

Se situant dans l'axe des cadres de planification stratégique du Sénégal, le projet vise à réaliser les objectifs de la Stratégie nationale de développement économique et sociale - SNDES 2013-2017, notamment ceux relatifs à l'environnement et au développement durable. Il rendra possible la réalisation des objectifs du Plan d'action pour la gestion intégrée des ressources en eau - PAGIRE 2007-2015, qui porte sur l'acquisition de connaissances et l'élaboration de stratégies en matière de gestion des ressources en eau. Des partenaires tels que l'Union internationale pour la conservation de la nature, le Fonds mondial pour l'environnement, l'Inspection régionale des eaux et forêts et Environnement et développement en Afrique, parmi d'autres, vont apporter un appui technique et matériel au projet sur le lac de Guiers, annonce la BAD.

Les résultats attendus de ce projet sont les suivants : l'amélioration de l'accès à l'eau pour plus de 4 millions de personnes dans le pays et près d'un million de têtes de bétail, la valorisation d'au moins 30 000 hectares de terres irrigables et de 20 000 hectares de zones humides portant des habitats naturels remarquables. L'accroissement des bénéfices directs tirés de l'élevage dans la zone du projet - qui atteindront au moins 530 millions de francs CFA par an -, l'accroissement de la production halieutique qui passera de 238 à 486 tonnes par an, la création de plus de 3 000 emplois ruraux au profit de jeunes et de femmes, dont au moins 100 emplois verts, font partie des objectifs à atteindre. Les résultats du projet profiteront à plus de 200 000 personnes situées dans la zone d'intervention du projet et 3 millions de personnes vivant à Dakar et dans d'autres villes et villages de l'intérieur du pays utilisant le réseau d'adduction d'eau connecté au lac, selon le texte.

Le coût total du projet est estimé à 28,32 millions de dollars US, soit environ 14,16 milliards de francs CFA. Il sera financé au moyen d'un prêt de 22,72 millions de dollars US (environ 11,36 milliards de francs CFA) de la BAD (80,3 %), d'une subvention de 1,30 million de dollars US (environ 6,5 milliards de francs CFA) du FEM (4,6 %), et d'une contribution gouvernementale de 4,29 millions de dollars US (15,1 %), soit 2,14 milliards de francs CFA.

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - AllAfrica 07-09-2013